



NATIONS UNIES  
CÔTE D'IVOIRE



**Rapport Annuel 2021**  
Résultats du Système  
des Nations Unies

**Côte d'Ivoire**



NATIONS UNIES  
CÔTE D'IVOIRE



**Rapport Annuel 2021**  
Résultats du Système des Nations Unies

# Côte d'Ivoire

Décembre 2021



# Table des matières

Avant-propos du Coordonnateur Résident	7
Présentation de l'Equipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire	9
Principaux partenaires au développement	11
<b>1. PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL</b>	<b>13</b>
Contexte socio-économique de la Côte d'Ivoire en 2021	13
Contexte politique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire en 2021	13
Contexte humanitaire et sanitaire de la Côte d'Ivoire en 2021	13
<b>2. SOUTIEN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DE SON CADRE DE COOPERATION</b>	<b>15</b>
2.1 Analyse des résultats du plan-cadre de coopération	15
Alignement du CCDD 2021-2025 avec les ODD et les piliers du PND 2021-2025	16
2.2 Priorités stratégiques et résultats du Cadre de coopération	18
2.2.1 Prospérité	18
2.2.2 Capital humain	23
2.2.3 Gouvernance	39
2.3 Appui aux partenariats et financement de l'Agenda 2030	43
Les principaux partenaires au développement du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire	43
2.4 Leçons apprises et résultats des Nations Unies en termes de cohérence, efficacité et efficience	46
2.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources	51
<b>3. LES PRIORITÉS CLÉ DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2022</b>	<b>55</b>
Liste d'acronymes	58

# Avant-propos



C'est un réel plaisir pour moi de vous présenter le rapport annuel des résultats des Nations Unies de l'année 2021 pour la Côte d'Ivoire. Cette année a été marquée par l'adoption en janvier 2021 d'un nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) entre les Nations et le Gouvernement de Côte d'Ivoire, couvrant la période 2021-2025. Ce cadre de partenariat, axé sur les besoins spécifiques du pays et sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, marque le début d'un cycle nouveau dans la relation entre les Nations Unies et la Côte d'Ivoire.

Ce rapport traduit donc l'engagement des Nations Unies en faveur d'un système multilatéral plus transparent, plus redevable et axé sur les résultats. Il nous offre l'occasion de rendre compte au Gouvernement et à tous nos partenaires, y compris aux populations, des réalisations collectives et individuelles du Système des Nations Unies pour le Développement en 2021, dans un contexte de pandémie liée à la COVID-19. Il nous permet aussi de retracer les défis qui ont jalonné cette première année de mise en œuvre du Cadre de Coopération, tout en identifiant les futures interventions qui renforceront l'impact du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD), dans une dynamique de développement durable de la Côte d'Ivoire.

En collaboration avec le Gouvernement et nos partenaires, nos huit coalitions de Fonds, Agences, Programmes et Entités des Nations unies ont identifié et promu des solutions innovantes, intégrées et durables afin de répondre aux priorités nationales liées à la transformation structurelle de l'économie, à l'amélioration du capital humain, au processus de développement inclusif renforcé, aux problèmes environnementaux et enfin, à une gouvernance améliorée. En mettant l'accent sur les groupes, les communautés et les zones les plus vulnérables avec, pour ambition, de ne laisser personne de côté, nos efforts conjoints ont visé à insuffler une dynamique nouvelle à notre action, à prouver la pertinence du SNUD et à démontrer que « le tout peut être plus grand que la somme des parties ». Dans cette perspective, nous avons continué en 2021 à étendre notre empreinte géographique en renforçant nos équipes et nos interventions dans les zones les plus vulnérables au Nord, à l'Ouest et au Centre du pays.

Une gouvernance saine et solide des zones frontalières et des initiatives régionales de paix et de sécurité sont des instruments clés pour prévenir les conflits, identifier des solutions durables et renforcer la résilience des États face aux défis transfrontaliers. Dans ce sens, nous avons intensifié nos efforts en vue de renforcer la coopération régionale entre la Côte d'Ivoire et les pays limitrophes, en mettant en œuvre trois projets d'engagement transfrontalier entre la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Burkina Faso et la Guinée, tous financés par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF).

Le succès de nos interventions repose sur des partenariats à long terme solides, bâtis avec tous nos partenaires qui apportent leur soutien pour mobiliser des financements et l'expertise nécessaires à la réalisation de l'Agenda 2030 et des objectifs de développement durable. Je réitère ici mes remerciements au Gouvernement, aux partenaires techniques et financiers, fondations, fonds fiduciaires, au secteur privé, ainsi qu'à la société civile pour leur engagement et leur accompagnement en faveur des initiatives des Nations Unies porteuses de changements pour les groupes de personnes laissées pour compte ou à risque de l'être en Côte d'Ivoire.

L'Equipe-Pays est déterminée à poursuivre son accompagnement à la Côte d'Ivoire, à continuer à mettre en œuvre des programmes cohérents et à soutenir des politiques qui favorisent la réalisation de l'Agenda 2030. Ensemble, nous pouvons faire de la promesse des objectifs de développement durable, une réalité pour toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire.



Philippe Poinot,  
Coordonnateur Résident des Nations Unies  
en Côte d'Ivoire  
Abidjan, Décembre 2021



## Présentation de l'Equipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Dix-huit Fonds, Agences et Programmes résidents et non-résidents constituent l'Equipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Elle est dirigée par le Coordonnateur résident des Nations Unies, représentant désigné du Secrétaire général des Nations Unies pour les opérations de développement dans le pays.

Les engagements collectifs de l'Equipe-Pays définis dans le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025 visent à soutenir pleinement la réalisation des priorités nationales de développement. Sur la base de leurs avantages comparatifs et des mandats complémentaires, les différentes entités du SNUD apportent un éventail d'offres de services pour répondre aux besoins du Gouvernement, des populations et des personnes vulnérables.

En plus des bureaux des agences à Abidjan, des Bureaux Communs de Terrain existent également dans les régions de Korhogo et Man et assurent la coordination des interventions dans ces localités. Deux nouveaux Bureaux Communs de Terrain devraient ouvrir en 2022 à Bouaké et au Nord-Est. Un accord a été conclu avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire pour abriter le bureau régional du FIDA. ONUHABITAT, une agence non-résidente, a ouvert un bureau au cours de l'année et UNODC et UNOPS envisagent également l'ouverture de bureaux au cours de l'année 2022.

La configuration évolutive de l'Equipe-Pays a renforcé le plaidoyer du Coordonnateur résident vis-à-vis des autorités nationales quant à l'opportunité d'un espace commun à moyen terme pour abriter les entités du SNUD à la lumière de la réforme.







## 1 Principaux développements dans le contexte national et régional

### Contexte socio-économique de la Côte d'Ivoire en 2021

Avec 28 millions d'habitants pour 322 462 km<sup>2</sup> et un taux de croissance démographique de 2,5 %, la Côte d'Ivoire, se distingue par la robustesse de sa croissance économique. Le taux de croissance se situerait à 6 % en 2021, après la contraction de l'activité économique à 2 % en 2020 en lien avec les mesures de riposte adoptées pour faire face à la pandémie de la COVID-19, ainsi qu'aux répercussions de cette crise sanitaire sur les relations avec les partenaires extérieurs affectés. Le taux d'inflation est projeté à 2,5 % en 2021 après s'être établi à 2,4 % en 2020, le déficit budgétaire se maintiendrait à 5,6 % en 2021, tandis que le stock de la dette par rapport au PIB est prévu à 49,4 % en 2021, contre 47,7 % en 2020.

### Contexte politique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire en 2021

La Côte d'Ivoire a réalisé des progrès appréciables en matière de gouvernance globale en obtenant un score de 53,9 et la 18<sup>ème</sup> position sur 54 pays sur la base de l'Indice de Gouvernance de Mo Ibrahim en 2019, contre un score de 44,9, et la 33<sup>ème</sup> position, en 2010. Au plan politique, l'année 2021 a été marquée par l'organisation d'élections législatives globalement calmes et inclusives, avec la participation de la quasi-totalité des partis de

l'opposition, alors que la majorité des formations de l'opposition avaient boycotté l'élection présidentielle d'octobre 2020. Le processus de réconciliation nationale a été relancé après ces élections, avec le retour de plusieurs figures politiques exilées, la libération de dizaines de prisonniers politiques, le rapatriement volontaire de près de 80% des réfugiés ivoiriens. Sur le plan sécuritaire, la Côte d'Ivoire a enregistré dans la région du Nord-Est, plusieurs attaques en 2021 dans les localités de Kafolo, Téhini et Tougbo.

### Contexte sanitaire et environnemental de la Côte d'Ivoire en 2021

La situation sanitaire a été marquée par la poursuite de la pandémie de manière moins intense, grâce notamment aux progrès réalisés en termes de vaccination, avec plus de 2,1 millions de personnes complètement vaccinées (2<sup>ème</sup> dose) au 28 décembre 2021. Classée 144<sup>ème</sup> sur 178 pays selon l'indice de vulnérabilité au changement climatique de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire apparaît comme un des pays les plus particulièrement vulnérables. Cette situation se caractérise par le réchauffement des températures, le changement du régime des pluies, les changements bioclimatiques affectant l'océan Atlantique, l'assèchement des terres cultivables, la dégradation des forêts au rythme d'environ 200 000 ha par an et une vitesse d'érosion côtière de 1 à 3 mètres par an.



## 2

# Soutien du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement par le biais de son cadre de coopération

## 2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

Le CCDD 2021-2025 s'articule autour de **5 priorités stratégiques** représentant de véritables leviers de développement durable pour la Côte d'Ivoire :

- 1 > Le renforcement de l'inclusivité du processus de développement
- 2 > L'amélioration du capital humain
- 3 > L'accélération de la transformation structurelle de l'économie
- 4 > La réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux
- 5 > La promotion d'une gouvernance encore plus efficace, transparente et participative

Pour réaliser ces cinq priorités stratégiques, le SNUD et ses partenaires ont identifié, sur la base de leurs avantages comparatifs, **huit résultats escomptés** dans le CCDD qui, si réalisés, pourraient induire des changements catalytiques d'ici 2025.

Ces huit résultats sont alignés sur les cinq thèmes clés de l'Agenda 2030 (Personnes, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat) et s'inscrivent pleinement dans la vision intégrée du Programme de développement durable. L'élaboration et la mise en œuvre du CCDD sont basés sur les principes directeurs clés tels que « ne laisser personne de côté », les droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la durabilité, la résilience et la responsabilité. Le CCDD est également aligné sur le Plan National de Développement (PND 2021-2025).

Alignement du CCDD 2021-2025 avec les ODD et les piliers du PND 2021-2025

Résultats Escomptés du CCDD	ODD	Piliers PND 2021-2025
<p><b>Résultat escompté 1.</b> Les acteurs du secteur agricole utilisent des systèmes et modes de productions modernisés durables, compétitifs et résilients en vue de garantir la sécurité alimentaire et la transformation de l'économie ivoirienne.</p>		<p><b>Pilier 1.</b> Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes</p>
<p><b>Résultat escompté 2.</b> Les petites et moyennes entreprises accèdent davantage à des systèmes innovants de diversification économique durable et inclusive et à des opportunités de commerce ainsi qu'à des investissements, notamment dans le secteur de la transformation manufacturière.</p>		<p><b>Pilier 1.</b> Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes</p> <p><b>Pilier 3.</b> Développement du secteur privé et de l'investissement</p>
<p><b>Résultat escompté 3.</b> Les enfants, les adolescents, les jeunes (filles et garçons) et les adultes, en particulier ceux issus des ménages vulnérables, accèdent à de meilleures opportunités d'éducation, d'alphabétisation fonctionnelle, et à une formation inclusive de qualité.</p>		<p><b>Pilier 2.</b> Développement du capital humain et promotion de l'emploi</p>
<p><b>Résultat escompté 4.</b> Les populations, en particulier les plus vulnérables, accèdent de façon équitable à un socle minimum de protection sociale et utilisent des services de santé (maternelle, néo-natale et infantile, santé de la reproduction, VIH/sida, de lutte contre les maladies non transmissibles), de nutrition, de protection (travail des enfants, violences), d'eau, d'hygiène et d'assainissement, de qualité y compris dans les situations d'urgence.</p>		<p><b>Pilier 2.</b> Développement du capital humain et promotion de l'emploi</p> <p><b>Pilier 4.</b> Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale</p>

Résultats Escomptés du CCDD	ODD	Piliers PND 2021-2025
<p><b>Résultat escompté 5.</b> Les jeunes, filles et garçons, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité, accèdent davantage aux opportunités socio-économiques et développent leur plein potentiel.</p>		<p><b>Pilier 2.</b> Développement du capital humain et promotion de l'emploi</p>
<p><b>Résultat escompté 6.</b> Les femmes et les filles accèdent davantage aux opportunités socio-économiques et technologiques pour leur autonomisation, et aux services de prévention et de prise en charge de toutes les formes de violences, notamment les pratiques néfastes.</p>		<p><b>Pilier 2.</b> Développement du capital humain et promotion de l'emploi</p> <p><b>Pilier 4.</b> Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale</p>
<p><b>Résultat escompté 7.</b> Les communautés accèdent davantage aux écosystèmes terrestres et marins, gérés de façon plus durable, intégrée, inclusive et améliorent leur résilience.</p>		<p><b>Pilier 5.</b> Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique</p>
<p><b>Résultat escompté 8.</b> Les systèmes de gouvernance sont plus inclusifs, redevables, efficaces et disposent de données de qualité ; les populations vivent dans un environnement où l'Etat de droit, les droits du travail, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité sont respectés et effectifs.</p>		<p><b>Pilier 6.</b> Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'Etat et transformation</p>



## 2.2 Priorités stratégiques et résultats du Cadre de coopération

### 2.2.1 PROSPÉRITÉ



#### Agriculture durable et compétitive

##### Résultat escompté 1

D'ici 2025, les acteurs du secteur agricole utilisent des systèmes et modes de productions modernisés durables, compétitifs et résilients en vue de garantir la sécurité alimentaire et la transformation de l'économie ivoirienne.

##### Agences participantes



**824 905**  
tonnes de semences  
livrées à  
**10 067**  
producteurs bénéficiaires



**20**  
leaders des groupements  
formés aux techniques  
de commercialisation  
des marchés



**6**  
puits construits et  
**5**  
systèmes d'irrigation solaires  
installés pour lutter contre le  
manque d'eau en saison sèche

#### Agriculture et autonomisation : « Reprendre mon activité piscicole m'a redonné goût à la vie »

Ses huit étangs de poissons, Gueu Makado Martine, piscicultrice de 64 ans installée à Danané, les a tous perdus dans les pillages lors de la crise militaro-politique de 2002. « Toute l'activité piscicole dans notre région était à l'arrêt », témoigne-t-elle.

En 2020, la FAO initie, dans l'ouest, un projet d'autonomisation des personnes vulnérables. Le projet porte sur la production et la commercialisation du poisson, ainsi que sur la production, la transformation et la commercialisation du riz et du manioc. L'objectif principal est d'améliorer les revenus des femmes et des jeunes bénéficiaires du projet. Gueu Makado Martine en est l'une des bénéficiaires. Elle reçoit des alevins et des aliments pour lui permettre de relancer son activité piscicole.

« En plus des alevins de tilapia et des aliments reçus, j'ai pu aussi bénéficier d'une formation m'aidant à mieux gérer mon activité. Aujourd'hui, j'ai relancé mon activité piscicole et, avec l'accompagnement régulier dont je bénéficie de la part de la FAO, je réussis à générer des bénéfices qui m'aident à subvenir convenablement aux besoins de mes huit enfants. Ce projet de la FAO m'a redonné goût à la vie », explique Gueu Martine.

1000 femmes et 200 jeunes constituent les cibles directes du projet. 5000 bénéficiaires indirects dont 4000 membres des ménages et environ 1000 commerçantes, 20 groupements de pisciculteurs ont été identifiés. Ces bénéficiaires indirects sont censés avoir accès aux produits résultant des activités des bénéficiaires directs.



**Produit 1.1.** Les agriculteurs ont la capacité d'utiliser de nouveaux modèles d'agriculture durable, nutritive et résiliente dans les différentes zones agroécologiques de la Côte d'Ivoire.

La FAO appuie la relance du secteur semencier du riz dans le centre du pays. A ce titre, 824 905 tonnes de semences ont été livrées à 10 067 producteurs bénéficiaires et 16 067 ha emblavés. Par ailleurs, 40 323 tonnes (NERICA 4 et WAB) de semences ont été livrées à 560 bénéficiaires et 79 867 ha emblavés. Des innovations et itinéraires techniques d'intensification durable, de diversification et d'adaptation au changement climatique ont été promus dans la région du Poro au Nord : 6 puits ont été construits et 5 systèmes d'irrigation solaires installés afin de lutter contre le manque d'eau en saison sèche et d'atténuer les effets des changements climatiques sur le rendement agricole. Les mécanismes nationaux de détection,



**Produit 1.2.** Les acteurs au sein des chaînes de valeur disposent de capacités renforcées pour le développement des chaînes de valeurs dynamiques répondant aux besoins du marché (national, régional et global).

La FAO a formé et sensibilisé des acteurs des chaînes de valeur des produits halieutiques des sites de Sassandra en général et de celle de la sardinelle en particulier et de Locodjoro, sur la qualité des produits, les bonnes pratiques d'hygiène et de production ainsi que les technologies de transformation et de valorisation. 20 leaders des groupements ont été formés aux techniques de commercialisation des marchés et des équipements de manutention et de conservation des produits mis à la disposition des acteurs de chaînes de valeur à Sassandra et dans le District des Montagnes pour améliorer la gestion des pertes post-récolte et post-capture.

**Produit 1.3.** Les décideurs du secteur agricole sont soutenus par des stratégies, plans et programmes nationaux.

Un appui a été apporté au ministère des Ressources Animales et Halieutiques pour la validation de plusieurs textes d'application de la loi n°2016-554 du 26 juillet 2016 portant sur la pêche et l'aquaculture et pour la réalisation d'une étude d'impact des déchets marins sur la pêche à la senne de plage dans le Golfe de Guinée dans le cadre d'un projet global AEP NANSEN. Relativement à l'économie bleue, un appui a également été apporté au ministère des Ressources animales et halieutiques pour l'élaboration d'une requête de financement d'un montant de 1 million USD soumis auprès de la BAD. Dans le domaine des forêts, la FAO apporte un appui au Gouvernement pour la formulation d'un projet sur la restauration des capacités productives des forêts ivoiriennes en biens et en services environnementaux à soumettre au Fonds Vert Climat. Par ailleurs, un système de suivi de la dynamique forestière et de niveau de référence pour les forêts de Côte d'Ivoire est en cours de mise en place à travers le projet PROMIRE.

de prévention et de contrôle des maladies animales et des pestes ont bénéficié d'un appui à travers le renforcement du système d'alerte précoce et de rapportage en temps réel, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs sur la bonne gestion des urgences et la surveillance et la biosécurité applicables aux maladies émergentes et zoonotiques - dont la COVID-19, la maladie à virus Ebola, l'influenza aviaire et la fièvre aphteuse dans les zones cibles. Les activités concernant le sous-secteur de la production halieutique ont permis d'assurer la relance de la pisciculture, notamment le tilapia, dans la région Ouest de la Côte d'Ivoire, par la réhabilitation d'une station d'alevinage ainsi que des actions d'appui aux plans de gestion de la pêche à Abidjan et à Sassandra. Différents groupements ont vu leurs capacités de production agricole durable s'améliorer, grâce notamment à l'acquisition des semences pour la production de 36,3 ha de maraichers, de 99,8 Mt d'intrants, de 3667 petits matériels agricoles et 40 paires de bœufs de cultures attelés.



**Soutien à la diversification économique durable et appui aux PME**

**Résultat escompté 2**

D'ici 2025, les petites et moyennes entreprises accèdent davantage à des systèmes innovants de diversification économique durable et inclusive et à des opportunités de commerce ainsi qu'à des investissements, notamment dans le secteur de la transformation manufacturière.

**Agences participantes**



**28** formateurs formés afin d'améliorer leurs capacités dans leur offre de services aux travailleurs et travailleuses de l'économie informelle



**6** laboratoires bénéficiaires d'une assistance pour la réalisation d'un système fiable d'inter-comparaison de laboratoire dans le domaine agro-alimentaire



**232** jeunes entrepreneurs dont **51%** de femmes et **1 010** chefs de ménage dont **55%** de femmes ont pu développer des activités économiques et accroître leurs revenus



**Produit 2.1.** Des politiques et stratégies sont élaborées et mises en œuvre pour favoriser l'accès des PME/PMI aux opportunités technologiques, d'innovations et de financements.

Les appuis du SNUD au renforcement du cadre légal des PME/PMI se sont centrés sur la révision du cadre juridique et institutionnel en faveur du développement des secteurs industriels du recyclage. Parallèlement, une assistance technique a été apportée à l'adaptation des textes réglementaires de lutte contre la pollution industrielle pour une meilleure prise en compte des besoins des PME/PMI. Une cartographie de l'écosystème de la formalisation des entreprises a été réalisée et un module de formation a été développé en 2021 au profit des institutions qui accompagnent les entrepreneurs dans leurs processus de transition vers la création d'entreprises formelles. Les appuis en faveur du renforcement de l'innovation, de la digitalisation et du e-commerce ont essentiellement consisté à lancer une étude ayant conduit à la sélection des secteurs de l'énergie et de l'agro-industrie comme ceux propices à la promotion de l'Industrie 4.0 et favorisant l'emploi des jeunes. Par ailleurs, l'action du SNUD a permis de renforcer le dialogue public-privé pour déployer dans 6 régions un dispositif intégré d'incubation et d'accélérateur d'entreprises, de "co-working" et de co-production pour soutenir les PME orientées vers le numérique, des modèles innovants et de production durable et créer des emplois.

**Produit 2.2.** Les institutions nationales d'encadrement et les organisations représentatives du secteur privé disposent de capacités techniques et organisationnelles accrues pour encadrer efficacement les PME/PMI.

Dans le cadre du projet FOLUR, la FAO, l'ONUDI et le PNUD appuient le Gouvernement dans l'accélération de la traçabilité du cacao et le renforcement des structures d'encadrement. A terme, cette traçabilité sera recherchée au travers d'actions contenues dans une "Block Chain" qui sera élaboré par l'ONUDI. Cette technologie est destinée à apporter des avantages à toutes les parties prenantes le long d'un fil de la chaîne de valeur mondiale du cacao en garantissant des données interconnectées, précises et complètes en temps réel sur la qualité et la sécurité, la provenance et la traçabilité, la transparence, le transport, la certification, un ensemble d'ingrédients de produits, etc., depuis le paysage destiné à la production de cacao aux consommateurs finaux.

**Produit 2.3.** Les PME/PMI disposent de capacités renforcées en matière de gestion, d'innovation, de recherches de financement et de production pour leur compétitivité et l'accès aux marchés.

Des appuis ont été apportés aux entreprises des quatre zones industrielles d'Abidjan pour leur mise à niveau éco-technologique en vue de réduire les émissions des entreprises les plus polluantes. Cela s'est effectué, en priorité, par l'introduction de technologies à faible teneur en carbone. En plus, les actions de renforcement des capacités de production des groupements communautaires et d'amélioration de l'accès à des services sociaux de base des populations se sont poursuivies dans les régions pauvres du Nord et de l'Ouest grâce à l'appui du SNUD au profit des personnes déplacées et retournées. Ce qui a permis à 232 jeunes entrepreneurs (51 % de femmes) et 1010 chefs de ménage (55% de femmes) de développer des activités économiques et d'accroître leurs revenus. Ces appuis ont favorisé la création de 20 PME par des femmes et des jeunes.



## 2.2.2 CAPITAL HUMAIN



### Éducation

#### Résultat escompté 3

D'ici 2025, les enfants, les adolescents, les jeunes (filles et garçons) et les adultes, en particulier ceux issus des ménages vulnérables, accèdent à de meilleures opportunités d'éducation, d'alphabétisation fonctionnelle, et à une formation inclusive de qualité.

#### Agences participantes



1 025

jeunes leaders, universitaires, lycéens et collégiens formés à la prise de parole et la formulation de solutions tangibles



102 073

enfants des écoles islamiques intégrés dans le système éducatif officiel



103

nouvelles salles de classe construites à partir de briques de plastique recyclées

**Briser les obstacles à l'autonomisation des femmes grâce à l'alphabétisation fonctionnelle par les Technologies de l'information et de la communication**

L'analphabétisme touche plus de 40 % de la population ivoirienne de plus de 15 ans. Le taux est encore plus élevé chez les femmes, notamment les commerçantes des marchés urbains, périurbains et ruraux sur le territoire national. Ces commerçantes, dont 85 % ne savent ni lire, ni écrire, constituent la cible de l'UNESCO pour son projet d'alphabétisation fonctionnelle par les Technologies de l'information et de la communication.

« Dans ma famille, seuls les garçons ont été scolarisés. Nous les filles, nous étions uniquement destinées à être mariées et femmes au foyer. C'est pourquoi je n'ai jamais fréquenté l'école. En tant que commerçante, je reçois des clientes qui viennent avec des listes d'articles à acheter et je ne peux pas les lire; j'en avais honte ! Mais aujourd'hui, je suis capable d'écrire mon nom, mon numéro de téléphone, je sais même calculer et j'en suis vraiment fière », indique Samba Assétou, commerçante au marché d'Anono à Abidjan.

Ce projet, fruit du partenariat entre l'UNESCO, l'entreprise Nestlé et le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, est basé sur des contenus de formation numérisés et une application pour smartphone dénommée « Alphatic ».

Grâce à ces outils qui facilitent l'apprentissage même à distance, 400 commerçantes des marchés d'Abobo, de Cocody et de Marcory à Abidjan ont appris à lire, à écrire et à calculer, dans le but de mieux gérer leurs activités socio-économiques. Cette initiative répond au besoin de créer une offre d'alphabétisation qui soit adaptée à l'ère du numérique.



**Produit 3.1. Les institutions éducatives nationales plus résilientes disposent des capacités renforcées pour assurer une offre d'éducation, de formation et d'alphabétisation fonctionnelle inclusive de qualité.**

L'UNFPA, l'agence directrice des Nations unies en charge des questions de santé sexuelle et reproductive, a formé 25 membres et 40 conseillers pédagogiques pour faciliter l'intégration de l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) dans le système éducatif et dans les manuels scolaires. La validation de l'étude sur le cadre légal de l'ECS en Côte d'Ivoire, la contextualisation et la présentation de l'application mobile développée par l'UNESCO et intitulée "Hello Ado", l'intégration de l'Éducation à la Santé et à une Vie Saine (ESVS) dans les programmes de la maternelle, du primaire, du secondaire et des Centres d'animation et de formation pédagogique (CAFOP) sont autant d'activités réalisées en 2021 pour un meilleur accès des adolescents et des jeunes à l'Éducation à la Santé et à la vie saine (ECS/ESVS) et aux services de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR). 38 000 élèves ont été sensibilisés sur l'ECS/ESVS en présentiel, à partir de l'application Hello Ado et le jeu de cartes conçu. Au niveau des personnels en charge de l'éducation, 3053 personnes ont participé à la mise en œuvre du projet.

Au titre de l'appui à la prévention de la transmission de la COVID-19, le SNUD a assisté le Gouvernement dans la distribution de dispositifs de lavage des mains dans 6000 écoles au profit de 1 888 330 élèves et 1296 000 masques réutilisables aux élèves des écoles primaires et secondaires. Une campagne de communication ciblée a été mise en œuvre pour encourager la vaccination des enseignants à la rentrée scolaire, tandis que 303 établissements scolaires et 10 Instituts de formation et d'éducation féminine (IFEFF) ont été renforcés en matériel de protection contre la COVID-19. Une application interactive développée dans le cadre de la réponse à la COVID-19 et destinée à éviter l'interruption des cours pour les filles dans certaines circonstances a été remise officiellement au Ministère en charge de l'éducation nationale.

L'UNICEF a poursuivi, en 2021, son soutien à la plateforme d'apprentissage en ligne « Mon école à la Maison », en intégrant les enseignements tirés de sa mise en œuvre initiale en 2020, a équipé le ministère de l'Éducation Nationale en matériel numérique et a soutenu la production de ressources pédagogiques numériques pour 541 enseignants. L'UNICEF a également développé des livrets d'auto-apprentissage sur papier qui peuvent être utilisés comme support dans des situations normales et comme matériel autonome pendant les urgences pour assurer la continuité de l'éducation. En 2021, l'UNICEF a également contribué à accroître le nombre d'écoles grâce à la construction de 103 nouvelles salles de classe à partir de briques à base de déchets plastiques, bénéficiant à plus de 5000 enfants chaque année et contribuant à l'augmentation de la scolarisation dans le pays.

**Produit 3.2. Les ménages, particulièrement les plus vulnérables et défavorisés, disposent de capacités renforcées pour accroître la demande de services d'éducation, de formation et d'alphabétisation fonctionnelle.**

En 2021, l'UNICEF a promu l'éducation parentale en formant 58 maîtres formateurs qui ont ensuite animé des sessions d'éducation parentale dans 117 localités, ciblant 2 340 parents d'enfants âgés de 0 à 5 ans. Pour renforcer la qualité de l'éducation, l'UNICEF a aidé le ministère de l'Éducation à réaliser une évaluation nationale des résultats

d'apprentissage des enfants de 3ème année en lecture/écriture et en mathématiques et a soutenu la mise en œuvre d'une évaluation standardisée des résultats d'apprentissage pour la 6ème année du primaire et la 4ème année du secondaire. L'UNICEF a également soutenu la conception et la mise en œuvre d'un Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux (PNAAF) qui utilise une approche d'apprentissage centrée sur l'enfant. Afin de mettre en œuvre le PNAAF dans les premières années du primaire (CP1 et CP2), des outils didactiques ont élaborés et mis à disposition. Le dispositif a été expérimentée dans l'ensemble des DRENA du pays reparti autour de 7 zones éducatives. Ainsi, 738 staffs du MENA dont 368 enseignants issus de 184 écoles ont été formés au PNAAF.

**Produit 3.3. Les structures publiques et privées ont des capacités renforcées pour développer une offre d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation alternative, d'enseignement technique et de formation professionnelle.**

La phase 4 du projet d'alphabétisation fonctionnelle des commerçantes d'Abidjan par les Technologies de l'Information et de la Communication, qui vise l'autonomisation des femmes, a concerné 400 commerçantes des communes d'Abobo, d'Anono et de Marcory. L'UNESCO conduit ce processus, avec l'ONG Groupement des Alphabétiseurs par les Technologies de l'information et de la communication (GA-TIC) de Côte d'Ivoire, depuis 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel, 102 073 enfants des écoles islamiques ont été intégrés dans le système éducatif officiel. Au niveau institutionnel, l'UNICEF a appuyé le renforcement des capacités de la plateforme d'éducation islamique, qui est désormais une entité juridique dotée d'un organe directeur consensuel et d'un plan stratégique de mise en œuvre de la stratégie nationale.



### Services de santé

#### Résultat escompté 4

D'ici 2025, les populations, en particulier les plus vulnérables, accèdent de façon équitable à un socle minimum de protection sociale et utilisent des services de santé (maternelle, néo-natale et infantile, santé de la reproduction, VIH/sida, de lutte contre les maladies non transmissibles), de nutrition, de protection (travail des enfants, violences), d'eau, d'hygiène et d'assainissement, de qualité y compris dans les situations d'urgence.

#### Agences participantes



89

districts sanitaires bénéficiaires de matériels et d'équipement en matière de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU)



333 763

mères et soignants bénéficiaires de sensibilisation sur les Actions Essentielles et Nutrition (AEN)



2 123

Agents de Santé Communautaire formés pour la prise en charge des maladies de l'enfant



23 564

personnes dont

11 381

femmes et

12 183

hommes ont eu accès à des services de base d'assainissement et d'hygiène

#### Blandine, survivante de la fistule obstétricale

En Côte d'Ivoire, 26 % des accouchements ne sont pas assistés par du personnel médical qualifié, ce qui entraîne des taux élevés de morbidité et de mortalité maternelle du pays, y compris par la fistule.

Blandine a contracté la fistule obstétricale après avoir donné naissance à sa première fille. « J'ai vécu avec la maladie pendant près de trois années. J'ai subi humiliation et le rejet de la part de mes proches, avec l'angoisse de ne jamais pouvoir trouver la guérison un jour. Avec son projet "Prévention et traitement des fistules obstétricales en Côte d'Ivoire", l'UNFPA m'a guérie et a contribué à me redonner ma dignité. Aujourd'hui, j'attends un deuxième enfant et j'aide, avec mon statut de survivante de fistule, à la sensibilisation des femmes en âge de procréer et de celles qui en souffrent afin de mettre fin à cette maladie en Côte d'Ivoire. », témoigne-t-elle.

Grâce à ce projet mis en œuvre conjointement par le ministère de la Santé et l'UNFPA, plus de 3 700 patientes ont été opérées de la fistule obstétricale avec un taux global de réussite de 75 %. Une centaine de médecins ont été formés pour le traitement des cas simples et complexes. Le projet a également permis la réhabilitation et l'équipement de huit centres de santé ou centres de prise en charge des fistules obstétricales dans le pays. Plus de 1 000 survivantes ont bénéficié de financements pour les rendre plus autonomes socio-économiquement grâce à des activités génératrices de revenus.



**Produit 4.1.** Les parties prenantes dans la santé disposent de capacités renforcées pour la demande et l'offre de services curatifs, préventifs, de soutien psychosocial et promotionnels de qualité, accessibles et adaptés aux besoins des populations, notamment les plus vulnérables et celles dans les situations d'urgence.

Le cadre institutionnel a été renforcé grâce à l'appui fourni par le SNUD à l'élaboration du Plan National de Développement Sanitaire 2021-2025, la réalisation de l'analyse situationnelle du secteur pharmaceutique ainsi qu'à la rédaction et la dissémination des normes, standards et protocoles en matière de soins de santé.

En matière de soins de santé maternelle, néonatale et infantile, les capacités en Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) de 753 prestataires ont été renforcées, de même que celles de 460 sage-femmes, 35 médecins et 38 infirmiers ayant eu également leurs capacités renforcées à travers la technique "Helping Mother and Baby survive". 2 123 agents de santé communautaire ont été formés pour la prise en charge des maladies de l'enfant, tandis que 40 mentors régionaux ont été formés pour l'encadrement rapproché des prestataires de soins maternels et infantiles. 113 pools de formateurs en SONU/PF ont en outre été mis en place dans tous les districts sanitaires pour renforcer en continu les capacités des prestataires et faire le suivi pour le maintien de la qualité des services offerts aux mères et à leurs nouveau-nés.

Au-delà de son appui à l'élaboration et la validation du plan stratégique 2022-2026 de la lutte contre le cancer, le SNUD a contribué à l'amplification de la campagne Octobre Rose 2021 par la diffusion des messages de sensibilisation et de plaidoyer ainsi que le dépistage et la prise en charge des cas de cancer du col de l'utérus et du sein dans le District Autonome du Bélier (Toumodi) et dans la Région sanitaire de l'Agneby-Tiassa.

Le soutien à la riposte contre la pandémie de la COVID-19 s'est traduit par la distribution de 15 millions de doses de vaccins COVID-19, la mise à disposition de brochures d'information pour la sensibilisation des populations et la formation de 399 membres de 100 Équipes d'Intervention Rapide (EIR) de 100 districts sanitaires et 2 598



prestataires de soins dans la prise en charge de la COVID-19. S'agissant de l'appui à la préparation et réponse nationale à la maladie à virus Ebola, l'approvisionnement en vaccins a permis la vaccination de 1473 personnes, dont 1184 travailleurs de première ligne, les populations ont été sensibilisées et les personnels de santé formés.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida, la baisse des nouvelles infections et des décès s'est poursuivie entre 2020 et 2021. Pour soutenir l'adoption par le pays des modèles de soins différenciés, le SNUD a appuyé i) l'adaptation et la dissémination des directives opérationnelles de l'OMS pour l'optimisation du traitement antirétroviral et ii) l'identification, la documentation et la diffusion de 4 meilleures pratiques de prestations de services différenciés de soins et traitement du VIH/sida. Au niveau de la prévention, 157 adolescents et jeunes pairs éducateurs ont été formés sur la prévention combinée du VIH permettant à 37 699 adolescents et jeunes issus des populations clés d'avoir accès aux informations sur la prévention combinée. Le SNUD a contribué au plaidoyer pour la mise à disposition des traitements optimaux à base de Dolutégravir 10mg pour les enfants avec 98% des enfants éligibles qui ont désormais accès à ces traitements. 18 509 750 moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action ont été distribuées de fin avril à début mai 2021 à 6 347 558 ménages en prévention du paludisme.

**Produit 4.2. Les institutions nationales, la société civile et les communautés (notamment les enfants adolescentes, mères, personnes âgées, et autres personnes en situation de vulnérabilité) disposent de capacités renforcées pour la fourniture de services et l'adoption de comportements adéquats en matière de nutrition et de développement de la petite enfance, y compris dans les situations d'urgence.**

Le SNUD a appuyé le renforcement de la gestion des données de nutrition, avec la tenue d'un atelier de consolidation de ces données et l'élaboration d'un manuel de gestion dédié. Il a assuré la supervision des activités de nutrition dans 9 établissements dans 4 districts sanitaires pour une vingtaine d'agents de santé. Un soutien a été apporté à la revue finale du plan national multisectoriel 2016-2020 dont les recommandations serviront à l'élaboration du nouveau plan multisectoriel 2022-2026 et à l'évaluation du programme de gestion de la malnutrition aiguë. Les activités du Comité National du Codex Alimentarius (CNCA) ont été lancées et ont fait l'objet d'une sensibilisation auprès de 90 acteurs nationaux. Un pool de 26 formateurs nationaux et 536 formateurs régionaux ont été formés en nutrition et développement du jeune enfant dans 19 régions sanitaires et 68 districts sanitaires. 333 763 mères et soignants ont bénéficié de sensibilisation sur les Actions Essentielles en Nutrition (AEN). Du matériel et des intrants nutritionnels ont été fournis pour le passage à échelle de la prise en charge de la malnutrition sur l'ensemble du territoire ivoirien.

**Produit 4.3. Les institutions techniques et les acteurs clés ont des capacités renforcées pour la fourniture des services d'EHA de qualité et innovants, y compris dans les situations d'urgence, et les communautés disposent de capacités renforcées pour l'adoption de comportements adéquats.**

La SNUD a contribué à l'élaboration et la diffusion de documents normatifs tels que l'arrêté ministériel fixant les normes nationales pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins, les plans architecturaux de base des installations d'eau, hygiène et assainissement (EHA) dans les écoles, le manuel sur l'hygiène et le protocole pour un retour en toute sécurité à l'école dans le contexte de COVID-19 et la plateforme en

ligne SIPSE de l'eau potable disponible et accessible à tous les acteurs à tout moment. Le groupe des partenaires techniques et financiers du secteur EHA a été revitalisé sous l'impulsion du SNUD dont l'appui, en termes de disponibilité de services de base en Eau, Hygiène et Assainissement, a permis à 32 780 personnes supplémentaires et 17 935 enfants scolarisés d'avoir accès aux services basiques en EHA, 123 écoles avec 78 785 élèves et 88 établissements de soins d'être équipés en infrastructures pérennes de lavage des mains pour faire face à la pandémie de COVID-19, 23 564 personnes d'avoir accès à des services de base d'assainissement et d'hygiène. L'implication du SNUD dans les campagnes de sensibilisation pour la fin de la défécation à l'air libre a permis à 41 communautés abritant 58 529 personnes d'obtenir le statut de fin de la défécation à l'air libre.



**Produit 4.4. Les communautés ont des compétences renforcées en matière de pratiques familiales et communautaires favorables à la protection des enfants contre la migration irrégulière, les violences, l'abus, l'exploitation ainsi que le travail des enfants, et les structures de première ligne disposent de capacités accrues pour fournir des services de qualité, y compris dans les situations humanitaires.**

Des acteurs nationaux ont vu leurs capacités d'utilisation de l'approche multisectorielle de protection de l'enfant dénommée « INSPIRE » être renforcées. L'UNICEF et le BIT ont apporté un soutien à la mise en place de l'Alliance 8.7 relatif au travail des enfants. Les capacités des services sociaux de base dans la région de la Nawa au sud-ouest ont été renforcées pour la prévention et la prise en charge des enfants à risque. Le SNUD a en outre fourni un appui à la révision de la Politique nationale de la protection de l'enfant et de la promotion des femmes et à la publication de l'annuaire statistique 2021 des données relatives aux indicateurs de violences sur les enfants et VBG.

**Produit 4.5. Les personnes vulnérables ou à risque de l'être disposent d'instruments et de mécanismes de protection sociale renforcés.**

Au titre des actions du SNUD contribuant à renforcer les instruments et mécanismes de protection sociale, figurent la réalisation d'une étude sur la pauvreté monétaire des enfants en collaboration avec le Gouvernement, la revue de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) au cours de la période 2018 à 2020 et la conduite d'une étude sur la pauvreté urbaine et périurbaine dont les résultats contribueront à la mise en place du registre unique de ciblage des groupes vulnérables.



Accès aux nouvelles opportunités socio-économiques

Résultat escompté 5

D'ici 2025, les jeunes, filles et garçons, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité, accèdent davantage aux opportunités socio-économiques et développent leur plein potentiel.



Plus de **2 500** migrants de retour et membres de la communauté bénéficiaires d'assistances à la réintégration



**4 481** adolescents et jeunes formés en plaidoyer, leadership, communication, engagement communautaire et mobilisation de ressources



**19 582** adolescents et jeunes dont **10 174** filles destinataires des programmes de renforcement des compétences de vie courante en milieux extrascolaire

Agences participantes



Créer des opportunités d'emplois dans le numérique et « changer des vies »

Coulibaly Mariame Sylvie a mis fin à ses études universitaires en philosophie, faute de moyens financiers. « Mon désir d'apprendre l'informatique et de saisir les opportunités m'a poussé à postuler pour le projet « Changer des vies ». Aujourd'hui, je suis très heureuse d'y avoir participé. En plus d'enrichir mes connaissances du digital, la formation m'a permis d'initier mon propre business dans le commerce électronique », déclare Coulibaly Mariam Sylvie.

« Changer des vies » est une initiative du Programme Alimentaire Mondial (PAM), en collaboration avec l'UNFPA, le Gouvernement et le secteur privé, qui vise à créer des opportunités d'emplois grâce au numérique pour les jeunes du district d'Abidjan et de la région du Poro au Nord. Ce programme contribue à résoudre la problématique de la vulnérabilité des jeunes à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en leur apportant des compétences pour mener une activité génératrice de revenus.

Sur la base de critères de vulnérabilité, la priorité a été donnée aux jeunes peu scolarisés et issus de familles à faible revenu. Les considérations d'égalité des sexes ont été prises en compte, ciblant 50 % de femmes. Environ 300 jeunes ont bénéficié d'une formation et d'un renforcement de capacités en maîtrise du numérique, e-commerce, collecte de données de base, initiation à la gestion de projet et comptabilité simplifiée. A terme, 68 % des bénéficiaires ont pu trouver un emploi, notamment dans le secteur de la santé et de la lutte contre la COVID-19, auprès du gouvernement et des organisations non gouvernementales. Parmi les autres, certains ont choisi, comme Mariam Sylvie, de lancer leur propre business ou de continuer des formations.



**Produit 5.1.** Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour accompagner la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et promouvoir la participation et l'insertion socio-économique des jeunes, y compris des jeunes migrants.

Le SNUD a appuyé des structures nationales, dont le Comité Intersyndical pour la Transition vers l'Économie Formelle (CITEF) et l'Intersyndicale sur la Santé et la Sécurité au Travail (ISST) à soutenir la résilience des travailleurs et des entreprises de l'économie informelle et la relance post-crise COVID-19. Avec l'appui du SNUD, les structures au niveau central et décentralisé, y compris les organisations de jeunesse, des services publics, des formations et d'emploi des jeunes ont été renforcées, en matière de formation professionnelle et d'entrepreneuriat. A cet effet, le SNUD a lancé l'initiative GENU, sous la direction du Ministre de la Promotion de la Jeunesse. Dans ce cadre, une analyse de l'écosystème ivoirien sur l'éducation, l'employabilité et l'engagement des jeunes a été réalisée, impliquant les secteurs publics, privé et les organisations de jeunesse.

L'ONUDI soutient l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) dans ses stratégies de stimulation de la participation économique des jeunes. Il joue également un rôle majeur dans l'assistance de l'Agence en matière d'entrepreneuriat Jeunes afin de parvenir à une approche cohérente pour promouvoir l'entrepreneuriat, dans le contexte d'un développement industriel inclusif et durable.



**Produit 5.2.** Les jeunes, notamment ceux des milieux ruraux et péri-urbains, disposent de capacités professionnelles et entrepreneuriales renforcées pour bénéficier des opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs adaptés aux besoins du marché.

En 2021, plus de 1 700 migrants ivoiriens ont été assistés au retour volontaire et plus de 2 500 migrants de retour et membres de la communauté ont bénéficié d'assistance à la réintégration. Par ailleurs, avec l'appui du SNUD, des jeunes ont bénéficié de formation professionnelle et de renforcement de compétences en matière d'entrepreneuriat. 138 acteurs publics et privés, membres des comités de gestions des établissements de formation professionnelle ont été également formés sur les principes et techniques de nouvelle gouvernance. Les actions de renforcement des capacités de production des groupements communautaires et d'amélioration de l'accès à des services sociaux de base des populations se sont poursuivies dans les régions pauvres du Nord et de l'Ouest, au profit des personnes déplacées et retournées. Ce qui a permis à 232 jeunes entrepreneurs (51 % de femmes) et 1 010 chefs de ménage (55 % de femmes) de

développer des activités économiques et d'accroître leurs revenus. Les capacités de 300 jeunes vulnérables ont été renforcées sur la collecte des données et le numérique dans le district d'Abidjan et la région du Poro. Des tablettes ont été distribuées à 298 jeunes comme outils de travail lors des opérations de collecte de données. 113 jeunes ont été insérés sur l'opération pilote de la vaccination contre la COVID-19 pour la saisie des données.

**Produit 5.3.** Les jeunes, filles et garçons, disposent des compétences de vie courante et de leadership pour participer à la prise de décision et au contrôle de l'action publique.

Le SNUD a développé l'utilisation de l'innovation technologique dans le renforcement des compétences de vies courantes et l'accès des adolescents et jeunes aux services en matière de droits de santé reproductive et de genre. Plus de 1 300 jeunes ont été sensibilisés, via le digital, à travers des causeries éducatives, sur la SR/PF/VIH. 9 954 adolescents et jeunes dont 8 333 filles (soit 84%) dans 10 localités urbaines et rurales dans la région de Yamoussoukro et Man ont bénéficié de campagnes d'information et de sensibilisation. Les capacités de 200 membres d'organisations de jeunesse féminines ont été renforcées en management, leadership et compétences de vie courante. L'offre effective des services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes en soutien au développement de leur compétences de vie et résilience a été renforcée.

13 départements de la jeunesse ont été renforcés techniquement pour formuler et mettre en œuvre des programmes de développement des compétences de vie pour la paix et la santé et ceux de plaidoyers. Sous le leadership des directeurs départementaux de la jeunesse, 19 582 adolescents et jeunes dont 10 174 filles ont bénéficié des programmes de renforcement des compétences de vie courante en milieu extrascolaire. En milieu scolaire, 65 000 élèves (44% filles) et 3 375 parents ont été initiés aux compétences de vie pour la santé de la reproduction et la nutrition dans les régions du Poro, Tchologo, Bagoue et du Tonkpi dans le cadre de l'initiative ADODEV.



### Autonomisation des filles et des femmes

#### Résultat escompté 6

D'ici 2025, les femmes et les filles accèdent davantage aux opportunités socio-économiques et technologiques pour leur autonomisation, et aux services de prévention et de prise en charge de toutes les formes de violence, notamment les pratiques néfastes.

#### Agences participantes



128

femmes rapatriées regroupées en groupements et associations destinataires des fonds - AGR pour la conduite de diverses activités commerciales



82

travailleurs du sexe, y compris les LGBT, bénéficiaires des services de prévention du VIH/sida, des IST et de la violence sexiste par le biais de l'éducation par les pairs



15 660 personnes dont

13 089

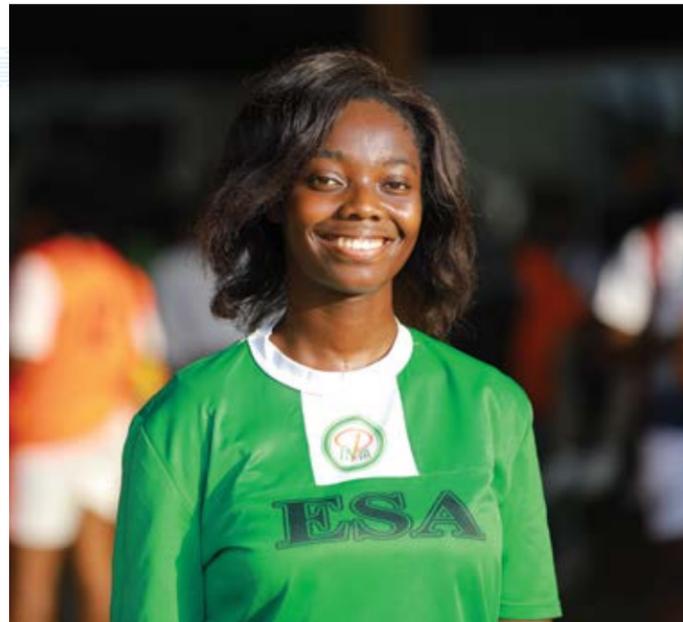
filles et femmes sensibilisées sur les questions de santé de la reproduction y compris la fistule obstétricale et la PF

**Les espaces Amis des femmes pour renforcer la lutte des communautés contre les VBG**

Angéline est relais communautaire à l'espace Amis des femmes de Doropo, au nord-est du pays. Son combat : mettre fin aux mariages forcés des filles. « Les petites filles de ma région ont le droit de poursuivre librement leurs études et de décider plus tard, quand elles seront majeures, d'entrer dans un ménage. J'ai été particulièrement touchée par l'histoire de cette brillante élève de 15 ans en classe de 3ème. Malgré d'excellents résultats scolaires, elle était sur le point d'être mariée de force sous la pression de ses parents. Aidée par la police et la gendarmerie, notre association a pu empêcher le mariage. Malgré cela, nous avons dû faire face aux récriminations de certaines communautés de Doropo », affirme-t-elle.

Angeline et les autres membres de l'Espace Amis des femmes de la ville sont engagées à poursuivre le combat de sensibilisation auprès des parents, des communautés et des autorités locales, et comptent ainsi changer les mentalités, en faveur de la scolarisation de la jeune fille et du rejet du mariage précoce.

Avec le soutien de l'UNFPA, le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a installé à travers le pays, 29 espaces « Amis des femmes » et 18 plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre pour la prévention et la prise en charge de ces violences. « J'ai moi aussi des filles mineures et je ne les retirerai jamais de l'école malgré la richesse des prétendants. Elles ne sont pas à vendre », martèle Angeline.



**Produit 6.1. Les femmes et les filles, notamment celles en milieu rural et péri-urbain, disposent de capacités renforcées sur les plans social, économique et technologique pour développer leur plein potentiel et faciliter leur autonomisation.**

Dans le cadre du Projet d'appui à l'autonomisation des femmes agricultrices grâce aux TIC mis en œuvre par ONU FEMMES avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), un manuel d'alphabétisation fonctionnelle et numérique sur la chaîne de valeur manioc a été conçu et édité. 240 kits d'alphabétisation fonctionnelle, comprenant 60 smartphones et des fournitures de bureau ont été offerts aux apprenantes et aux alphabétiseurs et alphabétiseuses pour faciliter l'apprentissage.

Le projet conjoint ONU Femmes-ONUSIDA « Prévenir le VIH et les VBG chez les travailleuses du sexe, y compris les femmes LGBT et leur donner les moyens » a permis à 18 travailleuses du sexe identifiées de bénéficier de financement de leurs micro-projets sur une cible de 20 initialement prévues, soit un taux de réalisation de 90 %. Les bénéficiaires du projet ont acquis des compétences entrepreneuriales grâce au partenariat entre ONU Femmes et l'Agence Emploi Jeunes. Le financement de leurs micro-projets contribuera à l'autonomisation économique des bénéficiaires en vue de leur reconversion et une meilleure intégration sociale.



A travers l'initiative « Appui aux femmes et filles réfugiées et rapatriées pour l'accès à l'éducation, à un abri décent, aux moyens de subsistance et à l'emploi », le HCR a assuré le paiement de frais scolaires à 214 filles réfugiées au primaire et au secondaire. Des bourses d'études universitaires ont été accordées à 17 filles réfugiées. Enfin, 4 femmes réfugiées ont été inscrites dans des centres d'apprentissage de métiers. Le volet « moyens de subsistance, emploi et abris » de cette initiative a permis de soutenir 264 femmes réfugiées et rapatriées.

**Produit 6.2. Les femmes et les filles, y compris celles porteuses d'un handicap, et les hommes et les garçons, disposent de capacités renforcées pour lutter contre les inégalités de genre, le VIH/sida, les VBG, y compris les mutilations génitales féminines, et les mariages d'enfants.**

Le projet « Prévenir le VIH et les VBG chez les travailleuses du sexe, y compris les femmes LGBT, et leur donner les moyens d'agir » conjoint à ONU Femmes et ONUSIDA a été l'occasion de développer des activités de sensibilisation, de dépistage et d'autonomisation en direction des travailleurs de sexe, y compris les LGBT, dans le district sanitaire de Yopougon-Est. Ainsi, 82 travailleurs du sexe ont bénéficié des services de prévention et acquis des compétences pour se protéger du VIH/sida, des IST et de la violence sexiste.

Un ensemble d'études ont été produites grâce à l'appui du SNUD et leurs résultats ont contribué au renforcement des capacités des organisations de PVVIH et de populations clés. Il s'agit, à titre d'exemple, du rapport de l'étude nationale de l'index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0 et de la stratégie de plaidoyer réalisée avec l'appui technique de l'ONUSIDA ; du rapport de l'évaluation de la prise en compte du genre et des droits humains dans la riposte nationale au VIH ou "Gender assessment" mené sous le leadership du Programme National de Lutte contre le Sida, avec l'appui technique et financier de l'ONUSIDA et en collaboration étroite avec le PNUD et ONUFEMMES.

**Produit 6.3. Les institutions nationales, au niveau central, local et communautaire, disposent de capacités renforcées pour améliorer l'accès des femmes et des filles aux opportunités socio-économiques et technologiques, et aux services de prévention et de prise en charge des VBG, y compris les mutilations génitales féminines, et les mariages d'enfants.**

Le projet « Prévention et traitement des fistules obstétricales en Côte d'Ivoire » de l'UNFPA a conduit à renforcer les capacités techniques de 719 prestataires de santé en identification et traitement des cas de fistules obstétricales. 19 campagnes de masse ont été menées pour sensibiliser les communautés aux questions des fistules obstétricales et de planification familiale tout en les exhortant à abandonner les pratiques traditionnelles néfastes pourvoyeuses de fistules obstétricales. Au total, ce sont 15 660 personnes dont 13 089 filles et femmes qui ont été sensibilisées sur ces questions de santé.





### Protection des écosystèmes terrestres et marins

#### Résultat escompté 7

D'ici 2025, les communautés accèdent davantage aux écosystèmes terrestres et marins, gérés de façon plus durable, intégrée, inclusive et améliorent leur résilience.

#### Agences participantes



5

organisations de la société civile formées sur les questions liées au développement durable et à la préservation de la biodiversité



27

structures du secteur public aux compétences améliorées en matière de Monitoring Reporting and Verification dans divers domaines dont celui de la gestion des ressources naturelles



27

jeunes dont 12 femmes et 15 hommes des communautés mieux outillés afin d'être des points focaux de la gestion des risques de catastrophe dans les différentes communautés

### Protéger les forêts sacrées pour préserver la cohésion sociale

Dans la région de Biankouma, dans l'ouest ivoirien riche en forêts sacrées, l'UNESCO et le PNUD ont mis en œuvre un projet conjoint de protection des forêts sacrées et de valorisation du patrimoine culturel de la région, afin de préserver les forêts menacées, transmettre aux jeunes les richesses ancestrales et médicinales dont elles regorgent et aider à prévenir les conflits identitaires dans cette zone théâtre de nombreux affrontements communautaires.

« Ce projet a permis aux chefs traditionnels, gardiens de notre patrimoine culturel, aidés par des chercheurs, de réaliser un inventaire culturel et une cartographie des essences florales et de la fonctionnalité des forêts sacrées de Biankouma qui ont été restitués aux jeunes générations ; ceci pour les aider à mieux connaître les différentes fonctions et rôles de ces forêts, leur géolocalisation et leur délimitation, de même que la richesse de leurs essences végétales », révèle Diomandé Dro, chef du canton de Biankouma. « Nous avons été également soutenus dans la reconstitution du couvert et des écosystèmes de onze forêts sacrées qui avaient été dégradées par l'exploitation agricole et l'orpaillage clandestin et dans la création d'un comité local de protection et de gestion des forêts sacrées ».

Dans les villages cibles de l'initiative, cinquante jeunes filles ont été formées par des femmes du troisième âge aux techniques de conservation des forêts sacrées et à la connaissance des richesses médicinales des forêts sacrées de Biankouma. « Pour nous les femmes du troisième âge, cette formation est un moyen de transmission intergénérationnelle de notre savoir et de notre pratique culturelle de la médecine traditionnelle », affirme Yara Drapouh, 75 ans, une des formatrices.

Le projet a également contribué avec 25 jeunes de Biankouma et les Directions du Tourisme et de la Culture, à élaborer une stratégie locale de développement touristique et culturel, à l'issue de laquelle les jeunes, après une formation technique reçue, exercent comme guides touristiques pour promouvoir le riche patrimoine culturel matériel et immatériel de l'ouest ivoirien.



**Produit 7.1.** Les institutions publiques, les organisations du secteur privé et de la société civile et les communautés disposent de capacités techniques et opérationnelles renforcées pour une gouvernance innovante, durable, intégrée et inclusive des écosystèmes, notamment environnementaux, forestier et maritime.

Les capacités de cinq organisations de la société civile ont été renforcées sur les questions liées au développement durable et à la préservation de la biodiversité à travers le Programme Man and Biosphere (MAB). 27 structures du secteur public ont amélioré leurs compétences en matière de Monitoring Reporting and Verification (MRV) dans divers domaines, dont celui de la gestion des ressources naturelles dans le cadre de la mise en place du dispositif national pour la transparence et du suivi des engagements du pays en termes de Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Grâce à l'appui du SNUD, une plateforme nationale « Genre et changement climatique » a été mise en place pour impulser l'intégration du genre dans les domaines prioritaires des CDN, notamment le secteur forestier.

De nombreuses actions ont été entreprises en vue de maintenir la fonctionnalité des zones de production café-cacao au centre et inverser la tendance à la dégradation des terres. Les communautés et acteurs clés disposent désormais de plans de gestion de terroirs et ont accès aux bonnes pratiques de gestion durable des terres. Des mécanismes de partage de connaissances ont



été mis en place pour assurer la vulgarisation de l'agroforesterie. Ils s'ajoutent au Guide de bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres disponible pour les différents acteurs de la gestion durable des terres.

Pour améliorer la couverture végétale et la fonctionnalité des forêts sacrées de 5 localités (Biankouma, Gandié, Gbonné, Dio et Gbombelo), le SNUD a appuyé la réalisation d'un inventaire et d'un mapping culturel des fonctions et des essences végétales des forêts sacrées, en vue d'une dynamisation des valeurs patrimoniales et des essences végétales de ces forêts. Ces travaux ont permis de constituer une base de données participative au profit des communautés concernées par les 5 forêts classées.

Concernant les écosystèmes marins, le SNUD s'est attaché à soutenir la résilience des communautés riveraines de la première Aire Marine Protégée de Côte d'Ivoire à Grand-Béréby en sécurisant l'adhésion communautaire des populations de la localité de

Gboklè et en redynamisant la société civile engagée dans les questions environnementales. Les populations ont été sensibilisées à l'écoresponsabilité, à la préservation des ressources halieutiques, à la protection des crocodiles, des tortues marines et des mangroves. En accord avec les parties prenantes nationales, l'appui du SNUD pour la réalisation de l'étude sur le cadre institutionnel et organisationnel de l'observatoire national de la qualité des eaux, constitue une avancée majeure dans la mise en œuvre de l'Initiative Internationale sur la Qualité de l'Eau du Programme Hydraulique Intergouvernemental.

**Produit 7.2.** Les institutions publiques, les organisations du secteur privé, les collectivités territoriales et les communautés vulnérables disposent d'infrastructures nécessaires, de capacités techniques et technologiques adaptées pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et pour leur résilience au changement climatique

Le Projet Ville durable a permis la mise en place d'un plan d'atténuation ainsi que l'acquisition de 2 stations de mesure de la qualité de l'air en temps réel par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, contribuant ainsi au renforcement de ses capacités à effectuer un contrôle efficace de la qualité de l'air ambiant. Le projet soutient également le CIAPOL pour l'amélioration du cadre juridique et règlementaire et l'amélioration de la mesure et l'évaluation de la qualité de l'air à Abidjan.

Le SNUD a accompagné également le Gouvernement dans la gestion saine et durable des déchets en vue de réduire les émissions de polluants organiques persistants. Le cadre juridique et institutionnel a ainsi été révisé en vue d'accélérer le développement des secteurs industriels du recyclage. De plus, les appuis du SNUD au Gouvernement en faveur de la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur de la transformation agro-alimentaire, ont contribué à accélérer la circularité de l'économie du pays, à vulgariser l'utilisation des technologies à faible teneur en carbone dans la transformation agro-industrielle des produits agricoles et à promouvoir la production durable de l'attiéké.



### 2.2.3 GOUVERNANCE



#### Résultat escompté 8

D'ici 2025, les systèmes de gouvernance sont plus inclusifs, redevables, efficaces et disposent de données de qualité ; les populations vivent dans un environnement où l'Etat de droit, les droits du travail, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité sont respectés et effectifs.



39

organisations de la société civile formées sur l'utilisation des mécanismes onusiens des droits de l'homme



80

mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits mis en place



170

conflits évités grâce au centre d'alerte précoce

#### Agences participantes



**Des législatives apaisées, fruit d'une gouvernance électorale améliorée**

L'élection présidentielle d'octobre 2020 en Côte d'Ivoire avait suscité des désaccords politiques qui ont finalement dégénéré en conflits communautaires dans certaines localités du pays. Les élections législatives en mars 2021 ont été, elles, plus inclusives - toutes les principales formations politiques y ayant participé - et se sont déroulées dans un contexte consensuel et apaisé.

« Je salue l'action du PNUD et de l'ensemble du Système des Nations Unies pour leur accompagnement dans la réussite de ce processus électoral. Suite à l'élection présidentielle organisée dans un contexte difficile, nous avons continué à bénéficier de l'expertise technique du PNUD, notamment pour un exercice d'autoévaluation du processus électoral avec l'ensemble des parties prenantes; ceci nous a permis de passer en revue l'ensemble de nos actions relatives à cette élection. Les interactions et les recommandations à l'issue de cet exercice d'autoévaluation ont contribué à améliorer la gouvernance électorale et à organiser les élections législatives et les sénatoriales partielles, dans un environnement pacifique », a indiqué le président de la Commission Électorale Indépendante (CEI), Ibrahim Koulibaly Kuibiert.



**Produit 8.1. Les institutions nationales, les médias, les acteurs de la société civile, et les partenaires sociaux, disposent des capacités renforcées dans les domaines de la promotion et du respect des Droits (travail, sécurité, justice, droit civique, information), de l'égalité de Genre, de la participation citoyenne, et du dialogue social.**

Dans le cadre de l'appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme, le Plan National des Droits de l'Homme a été adopté grâce à l'appui du SNUD. Les capacités techniques de 38 magistrats des parquets et 41 greffiers ont été renforcées sur l'exécution des décisions de justice, et la gestion des litiges sociaux en période de COVID-19. Dans le cadre des appuis à la justice pour enfant, les services de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (SPJEJ) ont été réhabilités et équipés au profit de 541 enfants en conflit avec la loi. Les capacités des magistrats et personnel judiciaire ont été renforcées sur les nouvelles dispositions juridiques alternatives à la privation de liberté tels que les travaux d'intérêts généraux. Les survivant.e.s de violences basées sur le genre disposent désormais de deux centres de transit dans le centre et le nord du pays, entièrement réhabilités et équipés par le SNUD. La Commission Électorale Indépendante (CEI) a adopté en 2021, avec l'appui du SNUD, des dispositions supplémentaires visant

à intégrer l'égalité des sexes dans sa gestion et la conduite des processus électoraux. Les nouveaux mécanismes d'enregistrement des naissances ont été mis à l'échelle et renforcés à travers les plateformes sanitaires. Le taux d'enregistrement des naissances en Côte d'Ivoire a connu une légère hausse de 64% (2020) à 65% (2021).

**Produit 8.2. Les acteurs nationaux sont outillés en matière de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation de politiques et de programmes basés sur l'équité, sensibles au genre et axés sur les résultats pour l'atteinte des ODD.**

Des études indispensables à la planification stratégique du développement pour l'atteinte des ODD ont été réalisées grâce à l'appui du SNUD. Ces études ont porté, par exemple, sur le profil de pauvreté des régions et sous-préfectures pour un meilleur ciblage des interventions et d'une mise en œuvre efficace du PND 2021-2025, ou sur la rationalisation des structures de soutien au secteur privé, aux Petites et Moyennes Entreprises (PME), aux femmes et aux jeunes entrepreneurs ou sur l'évaluation de l'impact économique et social du COVID-19 en Afrique. Ces études servent de base à la planification, au sein des ministères sectoriels.



**Produit 8.3. Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour collecter, analyser, diffuser et utiliser des données désagrégées de qualité en soutien à la prise de décision et à la redevabilité.**

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) a été réalisé avec l'appui du SNUD. Les données de la cartographie censitaire géoréférencée ont été actualisées en juillet 2021. Le mécanisme de suivi et d'assurance qualité mis en place, a été renforcée par une mission internationale de supervision du RGPH 2021 qui a mobilisé six pays africains de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Niger, Ghana, Sénégal, Mauritanie) dans le cadre de la stratégie en cours de la coopération sud-sud. Les documents de profils démographiques de la Côte d'Ivoire ont été élaborés et l'Enquête Démographique et de Santé (EDS-2021) est disponible. L'appui du SNUD en collaboration avec le Gouvernement, la Banque Mondiale et l'USAID, a permis de mettre en place le dispositif devant faciliter l'actualisation des données socio-démographiques et sanitaires ainsi que les données sur la dynamique de population, notamment à travers l'analyse des tendances de la mortalité infantile et maternelle, de la fécondité et des pratiques matrimoniales. De même, l'appui du SNUD en collaboration avec le Centers for Disease Control and Prevention (CDC) a permis au Gouvernement de produire les estimations nationales sur le VIH en 2021 et d'utiliser ces données dans la mobilisation de 105 millions de dollars US auprès du PEPFAR/Gouvernement américain pour la lutte contre le VIH en Côte d'Ivoire pour la période d'octobre 2022 à septembre 2023. L'étude sur le dispositif de collecte des données de sources administratives dans le cadre de l'enquête Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) est disponible.

Pour sa part, le Rapport de Diagnostic Industriel de la Côte d'Ivoire élaboré par l'ONUDI recense les défis et les opportunités de l'industrie ivoirienne, analyse les secteurs industriels prioritaires et identifie les goulots d'étranglement relatifs au développement du secteur privé. Ce rapport a été élaboré en étroite coopération avec l'Institut National de la Statistique, notamment en ce qui concerne l'analyse des secteurs prioritaires, identifiés en termes de contribution à l'emploi, aux exportations et la création de valeur ajoutée manufacturière.

**Produit 8.4.** Les institutions nationales et communautaires disposent des capacités pour renforcer la sécurité et la cohésion sociale aux niveaux local, régional et national.

Un système d'alerte précoce pour la prévention de la violence électorale a été mis en place. Le SNUD a poursuivi son appui dans le domaine du renforcement des capacités de la police nationale afin de renforcer son professionnalisme et de la rapprocher davantage des communautés. En appui aux efforts de renforcement de consolidation de la paix, les conclusions de la revue des progrès de la stratégie nationale de cohésion sociale et de réconciliation nationale 2016-2020, ont été disséminées et ont permis de lancer le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie. Les mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits ont été renforcés et opérationnalisés grâce au SNUD. 89 conflits communautaires, fonciers et politiques dans les départements de Biankouma, Tai, Toulepleu, Danané, Zouan-hounien, Daloa, Bouaké, Agboville, Lakota, Divo, Dabou, Béoumi et Toumodi ont été résolus. 80 mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits ont été mis en place, 36 infrastructures de rapprochement communautaires (hydraulique, marchés, écoles, centres de santé, préaux de réunion, foyers des jeunes...) ont été réalisés dans ces départements. Relativement au processus électoral, environ 170 conflits ont été évités grâce au Centre d'Alerte Précoce qui avait déployé sur le terrain 1387 médiateurs dont 652 femmes, et la sensibilisation de plus de 2,5 millions d'électeurs.



**Produit 8.5.** Les institutions et systèmes nationaux et décentralisés sont renforcés pour être davantage redevables et pour délivrer des services modernes et efficaces conformément aux obligations et engagements nationaux, régionaux et internationaux.

Avec l'appui du SNUD, une enquête de l'Observatoire du Service Public (OSEP) qui mesure le niveau de satisfaction des usagers du service public a été réalisée. Elle cible à terme l'amélioration de la qualité des services administratifs. Cela a été rendu possible grâce à l'accompagnement du SNUD pour la fourniture de 55 bornes interactives de collecte de données. Trois applications digitales, de signalement de faits aux services de la Mairie, de gestion des espaces publics et des cérémonies de mariage, et de dématérialisation des services d'état civil, sont disponibles en vue de simplifier et améliorer la qualité des services offerts par la Mairie de Yopougon à Abidjan.

## 2.3 Appui aux partenariats et financement de l'agenda 2030

### Les principaux partenaires au développement du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire

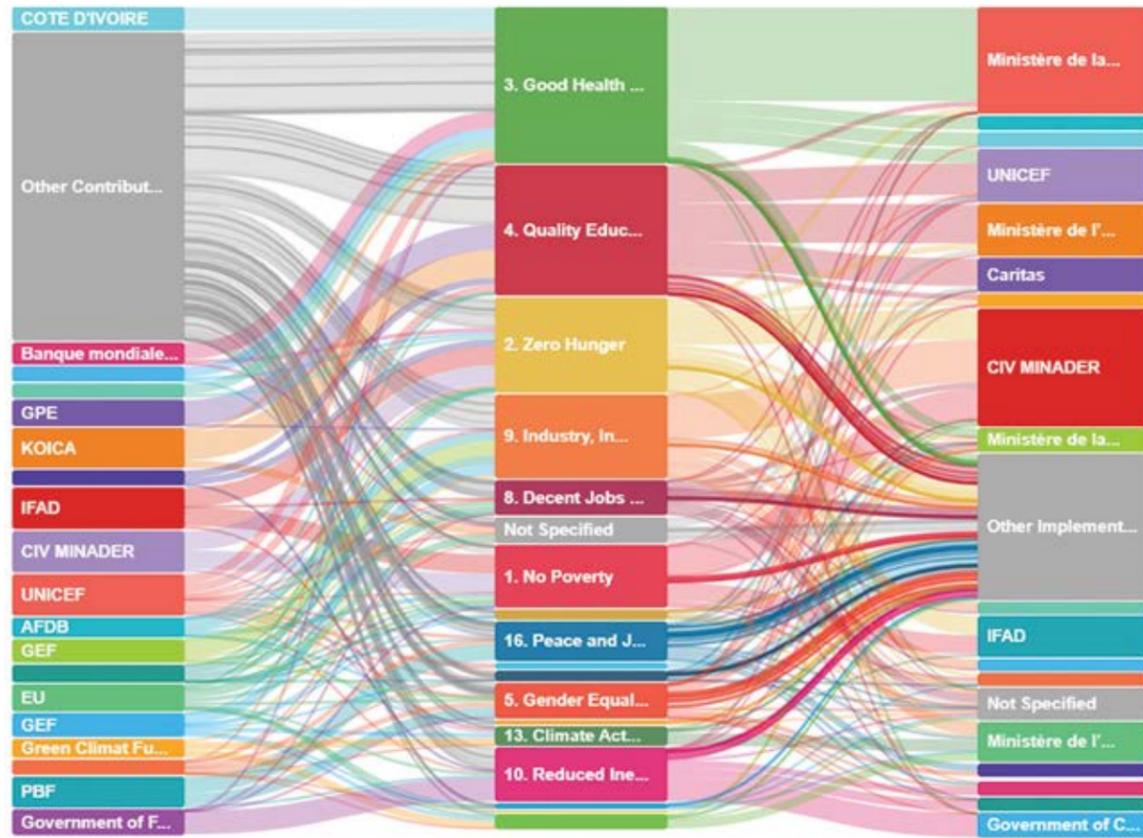
La prise en compte des ODD dans le nouveau PND adopté fin 2021 est perceptible après le plaidoyer effectué par le SNUD, avec la reconnaissance de l'Agenda 2030 comme un des fondements du PND. La référence aux ODD dans les indicateurs de suivi et l'institution d'un système permanent et efficace d'information contribuent à lever les obstacles résiduels pour accélérer la transformation économique et sociale du pays amorcée avec la mise en œuvre des précédents plans de développement. Ce plan, estimé à 59 000 milliards de FCFA fera l'objet de la table ronde avec les bailleurs pour son financement.

Le Gouvernement, en synergie avec les partenaires techniques et financiers (PTF), initie des actions pour mobiliser et explorer de nouveaux horizons, afin de capter les financements innovants disponibles. Aussi, pour assurer la gestion optimale des ressources collectées, le Gouvernement initie des réformes pour opérationnaliser un cadre de gestion et de coordination efficaces qui puissent assurer le financement des ODD. Après la confirmation, en 2019, de l'engagement de la Côte d'Ivoire à participer à la phase pilote pour expérimenter le Cadre de financement national intégré (INFF), le Ministère du Plan et du Développement a adressé une requête pour le déclenchement du processus INFF, avec l'appui technique et financier du SNUD qui a indiqué sa disposition à mobiliser les capacités techniques et outils appropriés pour accompagner la Côte d'Ivoire. Il est notamment prévu de recourir au Finance Sector Hub spécialisé dans l'appui aux pays dans la mise en place des INFFs, et d'utiliser l'outil d'évaluation du financement du développement (Development finance Assessment – DFA) qui permet de définir les réformes pour exploiter le potentiel disponible, mieux utiliser les ressources existantes et assurer leur affectation aux priorités nationales de développement.

Le SNUD a collaboré avec le Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale (CIRES) pour réaliser un diagnostic communautaire dans deux régions frontalières du Burkina Faso les plus touchées par la menace sécuritaire. Cette étude permettra de développer un programme conjoint des Nations Unies et de guider l'opérationnalisation du Programme social du Gouvernement, de sorte à renforcer la résilience des communautés et faire progresser la mise en œuvre des ODD dans les régions les plus vulnérables, notamment dans le Nord.



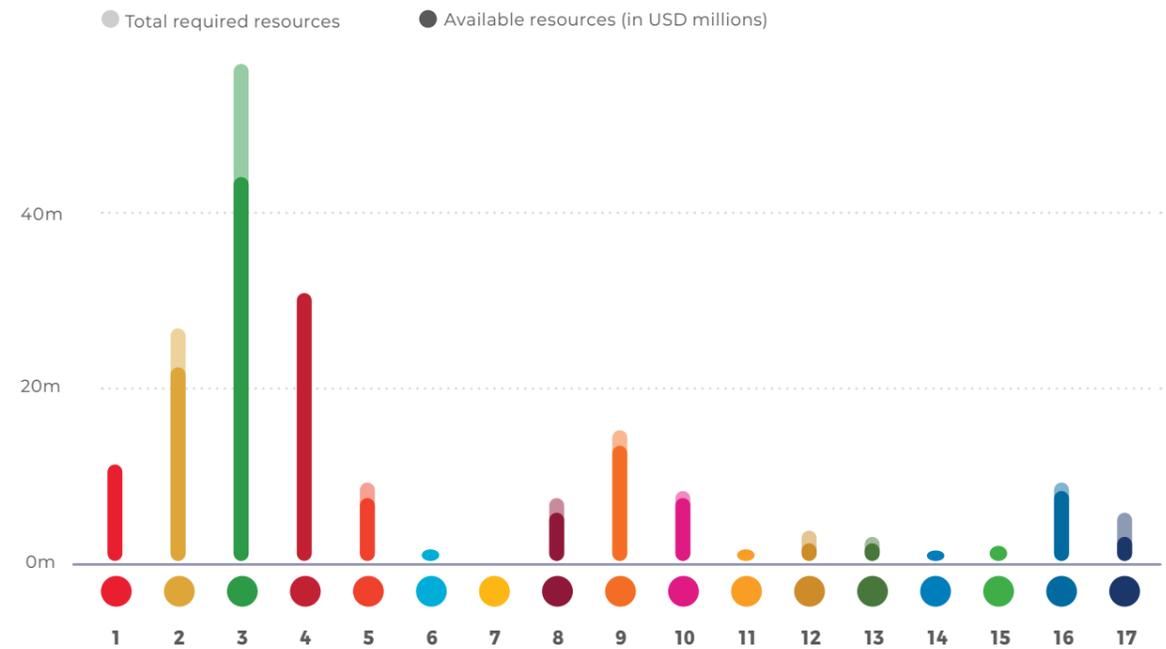
Liens entre sources de financement, Objectifs de développement durable et partenaires de mise en œuvre



Source : UN Info

En appui au financement des ODD, l'Equipe-Pays a mobilisé plus de 167 millions USD en 2021 pour la mise en œuvre d'activités opérationnelles. Avec l'appui d'une pluralité de partenaires, l'action du SNUD en Côte d'Ivoire a couvert les 17 ODD avec un accent sur les ODD 2 (Faim zéro), les 3 (Bonne santé et bien-être) et 4 (Education de qualité).

Ressources disponibles (en millions de USD)



Source : UN Info

Enfin, en tant que co-chef de file de la Troïka du Groupe des PTF et chef de file de plusieurs groupes de travail sectoriel (GTS), le SNUD joue également un rôle stratégique dans le mécanisme de concertation entre partenaires techniques et financiers (PTF). Ainsi le SNUD a eu un rôle central dans la coordination des contributions des PTF au nouveau Plan National de Développement 2021-2025, ainsi que dans l'organisation du dialogue de haut-niveau sur la prévention de l'extrémisme violent aux frontières nord de la Côte d'Ivoire. En particulier, les Fonds, Agences, Programmes ou Entités chefs de file des GTS ont permis d'appuyer le Gouvernement dans la conception de stratégies sectorielles et d'assurer une mobilisation des partenaires au développement et une mise en cohérence de leurs actions.

## 2.4 Leçons apprises et résultats des Nations Unies en termes de cohérence, efficacité et efficience



différents ministères techniques avec lesquels les agences collaborent. Pour renforcer l'appropriation et le leadership national, les Groupes de Résultats ont été présidés par les Ministères techniques. Cependant, des efforts restent à fournir pour consolider cette mobilisation de la partie nationale.

L'année 2021 étant une année de transition entre le précédent cadre de coopération et le CCDD, les plans de travail conjoints élaborés ont été essentiellement articulés autour d'une agrégation des interventions individuelles et conjointes existantes (250 initiatives dont 195 individuelles et 55 conjointes) en attendant de poursuivre la réflexion pour plus de cocréation et de cohérence, en vue de réduire les duplications et d'accroître la synergie.

Les Groupes de Travail Transversaux mis en place autour des thématiques transversales (cohésion sociale, droits humains, genre, migration, et VIH/sida) ont contribué à assurer une cohérence dans les interventions mises en œuvre.

### Cohésion sociale

En matière de cohésion sociale, les grands investissements du SNUD de ces 10 dernières années, notamment à travers le Fonds de Consolidation de la Paix (Peacebuilding Fund-PBF), depuis la sortie de crise de la Côte d'Ivoire en 2011, ont contribué à la réduction de la dynamique de conflits dans les zones principales d'intervention que sont les régions ouest du pays. Une tendance visible lors de l'élection présidentielle de 2020, durant laquelle il a été observé un déplacement des zones de violences vers le sud et le centre du pays, tandis que l'Ouest n'a pratiquement pas enregistré d'incidents. La mise en œuvre des interventions a contribué en 2021 à une nette diminution des conflits intercommunautaires liés aux différends politiques, tel qu'illustré sur les cartes ci-dessous.

La récente réforme du SNUD avec la nomination d'un Coordonnateur résident indépendant et la mise en place d'un Bureau du Coordonnateur renforcé avec des fonctions stratégiques visent à renforcer les efforts d'une nouvelle génération d'Équipe-Pays pour une approche plus harmonisée et plus cohérente de son appui à la réalisation des ODD.

L'année 2021 a connu la mise en place des Groupes de Résultats du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) articulés autour des 8 résultats escomptés. Les autorités nationales se sont mobilisées et impliquées dans la mise en place des Groupes de Résultats du CCDD et l'élaboration des Plans de Travail Conjointes (PTC 2021-2022) qui sont alignés sur les priorités des

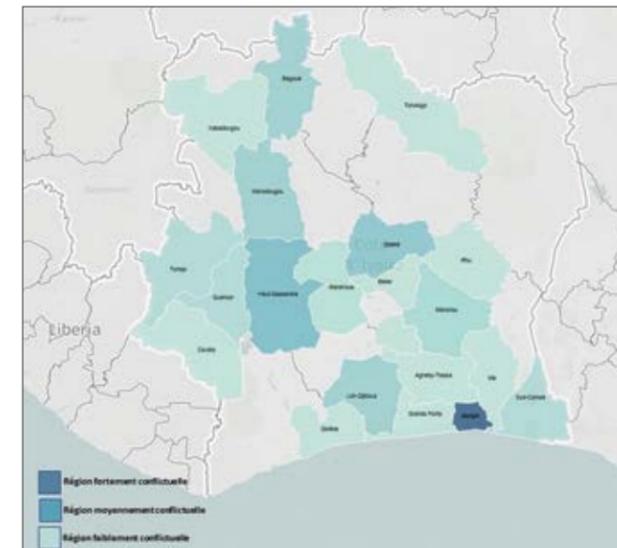
Carte de la dynamique des conflits en 2020



Pour consolider cette dynamique et adresser les menaces émergentes pesant sur la consolidation de la paix, en 2021, le Système des Nations Unies a appuyé 14 projets d'un montant global de 31 498 509,13 USD, dans plusieurs domaines d'intervention y compris la lutte contre les discours de haine et la gouvernance des zones frontalières. Une attention particulière est accordée au renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau local et une forte implication des femmes et des jeunes.

Sur le plan institutionnel, le Gouvernement a entrepris d'actualiser la stratégie nationale de réconciliation et de cohésion sociale de 2016-2020 avec un appui technique et financier. Sur la base des leçons apprises avec la précédente stratégie, la nouvelle stratégie de 2021-2025 entrevoit une dimension de mise en œuvre plus intégrée, une gouvernance de la stratégie nationale plus inclusive et le renforcement de l'appropriation nationale. Ainsi, l'année 2021 a vu l'amorce de l'élaboration de cette nouvelle stratégie qui prendra en compte les nouveaux défis fragilisant la réconciliation et la cohésion sociale, notamment l'avancée de l'extrémisme violent aux frontières Nord-Est de la Côte d'Ivoire, l'orpaillage illégal, les discours de haine, l'extrémisme et le radicalisme religieux et les tensions socio-politiques.

Carte de la dynamique des conflits en 2021



Source : Crisis Risk Dashboard



## Migration

Le Réseau des Migrations des Nations Unies en Côte d'Ivoire a accompagné le Gouvernement dans la conduite des consultations nationales, dans le cadre de la première revue régionale de la mise en œuvre du Pacte Mondial pour la Migration (PMM) en Afrique. À cet égard, un rapport volontaire d'examen de mise en œuvre du PMM en Côte d'Ivoire a été rédigé avec l'appui du Réseau et publié en août 2021. En termes d'appui à la gouvernance des migrations, le Réseau accompagne à travers l'OIM, et à la demande du Gouvernement, l'élaboration d'une politique migratoire nationale dans le cadre d'un projet financé par le Fonds pour le développement de l'OIM (IDF).

En mai 2021, un atelier de consultation nationale pour la coordination de la gestion des migrations a réuni une soixantaine d'acteurs gouvernementaux, internationaux et de la société civile. Cet événement a marqué une étape importante dans l'élaboration d'une politique et d'une stratégie migratoire nationale efficace.

## Communication conjointe des Nations Unies

En 2021, les efforts conjoints de communication du Groupe de Communication des Nations Unies -UNCG- ont visé à promouvoir l'action cohérente et complémentaire de l'ensemble des entités du SNUD dans leur contribution à l'atteinte des ODD en Côte d'Ivoire.

Pour marquer la célébration de la Journée des Nations Unies, commémorée le 24 octobre, le SNUD en Côte d'Ivoire a organisé une visite de presse sur des sites de projets à Abidjan. Cette visite a été l'occasion pour le SNUD de présenter à une dizaine d'organes de presse (radio, télé, presse écrite et en ligne) et d'influenceurs invités, des initiatives conjointes des agences et les résultats obtenus en réponse à des défis de développement dans cinq communes d'Abidjan (Plateau, Attécoubé, Yopougon, Vridi et Marcory), en matière d'accès à l'éducation, d'autonomisation économique et d'alphabétisation fonctionnelle de femmes commerçantes, d'accompagnement

pour la réduction de l'impact écologique des entreprises industrielles et de renforcement des capacités du personnel de santé dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ces visites ont permis de mettre en évidence, auprès des médias et influenceurs, la multisectorialité et la pertinence des interventions des agences, leur complémentarité et l'accent mis sur la durabilité et la volonté d'appropriation des initiatives mises en œuvre en collaboration avec les partenaires étatiques et les communautés.

La communauté universitaire a été également une des cibles de la communication conjointe du SNUD en 2021. Trois entités du SNUD ont pris part à un séminaire sur la coordination des activités pour le développement des organisations du Système des Nations Unies, dirigé par le Réseau des Universités des Sciences et Technologies d'Afrique -RUSTA Universités- en direction d'une cinquantaine d'étudiants en Management des Organisations de cet institut et leurs encadreurs. Cette formation a été l'occasion d'échanger avec les étudiants sur leur perception des Nations Unies, de la réforme du Système des Nations Unies pour le développement, des mandats des Fonds, Agences, Programmes et Entités respectifs et de leur contribution à l'atteinte des ODD en Côte d'Ivoire dans le cadre du CCDD 2021-2025.

En 2021, le SNUD a également édité et diffusé un bulletin d'informations numérique destiné à promouvoir davantage auprès des partenaires institutionnels et des médias, l'action des entités du SNUD dans le cadre de la mise en œuvre du CCDD 2021-2025. Ce bulletin électronique conçu autour des thématiques d'interventions des Groupes de résultats et Groupes thématiques est diffusé mensuellement, à un millier de partenaires, à travers une plateforme de diffusion en ligne de newsletter qui permet d'avoir accès aux performances des campagnes de communication et de pouvoir les réajuster. Un numéro spécial de cette newsletter électronique a été consacré en décembre aux 16 jours d'activisme contre les VBG pour présenter les différentes initiatives de sensibilisation et de plaidoyer entreprises par le SNUD durant cette campagne.

## 2.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources

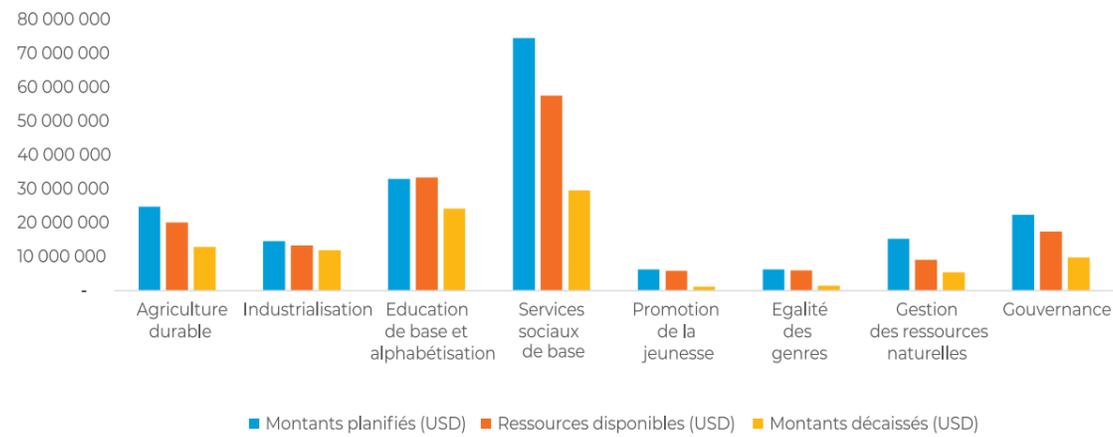
Domaines d'intervention du CCDD	Montants planifiés (USD)	Ressources disponibles (USD)	Montants décaissés (USD)	Taux d'exécution (%)
Agriculture durable	24 763 356	20 134 198	12 992 392	65%
Industrialisation	14 631 423	13 310 991	11 883 991	89%
Education de base et alphabétisation	33 056 298	33 465 416	24 181 534	72%
Services sociaux de base	74 542 270	57 572 876	29 570 135	51%
Promotion de la jeunesse	6 264 667	5 877 314	1 163 980	20%
Egalité des genres	6 314 080	5 940 638	1 459 364	25%
Gestion des ressources naturelles	15 344 190	9 114 329	5 374 983	59%
Gouvernance	22 378 374	17 517 232	9 858 754	56%
<b>TOTAL</b>	<b>197 294 658</b>	<b>167 532 994</b>	<b>96 485 133</b>	<b>55%</b>

\* Montants décaissés/ressources disponibles

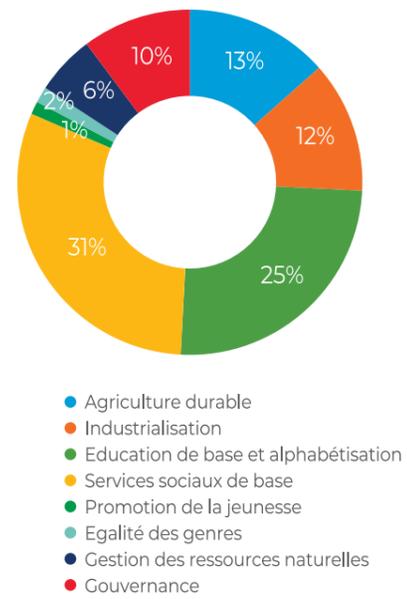
Les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du CCDD 2021-2025 étaient estimées à 650 668 629 USD. En 2021, première année de mise en œuvre, les ressources requises pour l'ensemble des plans de travail conjoints s'élevaient à **197 294 658 USD** dont **167 532 994** de ressources disponibles. Les dépenses totales s'élèvent à **96 485 133 USD** avec un taux d'exécution global de 55 %.



### Répartition des ressources planifiées, disponibles et décaissées

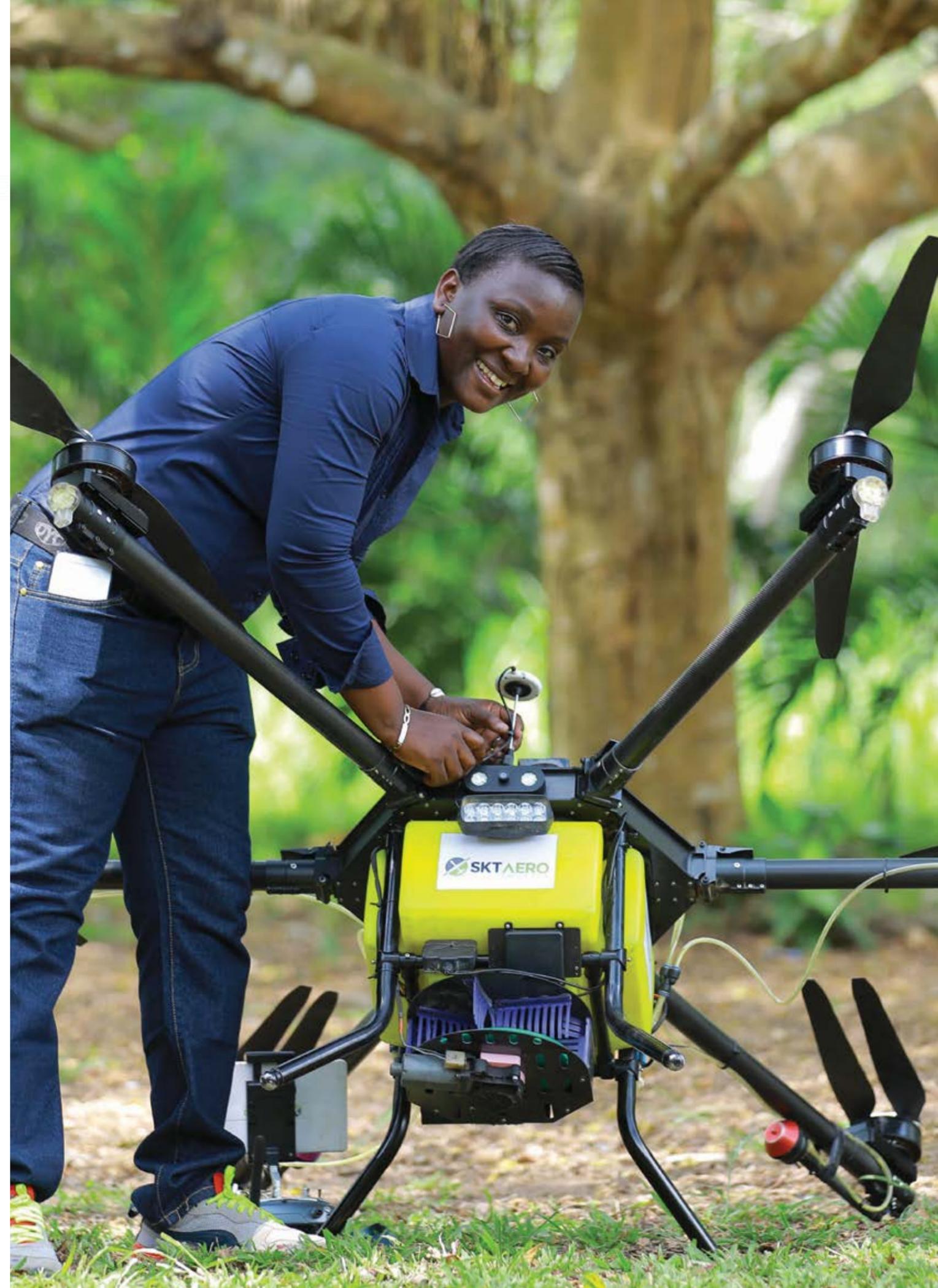


### Répartition des dépenses par résultat



La stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources mise en œuvre à travers les 3 niveaux de mobilisation (agences, Groupes de résultats et Coordonnateur Résident) a permis d'assurer 85 % des ressources nécessaires. Elle a permis de diversifier les ressources tout en renforçant les collaborations existantes et de tisser de nouveaux partenariats avec les fonds et fondations comme le Fonds d'adaptation au changement climatique, la fondation Jacobs foundations, etc.

Bien que la Côte d'Ivoire ne soit plus un pays éligible au segment Immediate Reponse Fund du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), le pays a exécuté, avec l'appui financier du PBF, 5 projets dans le domaine de la cohésion sociale, la gouvernance frontalière et la prévention et gestion des conflits liés aux ressources naturelles. Les ressources PBF pour l'année 2021 s'élèvent au total à 7 812 758 USD. Deux nouveaux projets pour adresser les défis transfrontaliers avec la Guinée et le Burkina-Faso respectivement évalués à 3 500 000 et 4 000 000 USD, ont été approuvés.



## 3 Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2022



En 2022, l'Équipe-Pays poursuivra son appui aligné sur les priorités nationales. L'année sera notamment marquée par l'appui à la mise en œuvre du PS-Gouv2, la participation du pays au processus d'examen volontaire des Rapports Nationaux Volontaires sur les ODD, l'organisation de la quinzième Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse (CNULCD).

Les priorités de 2022 sont articulées autour des principaux axes suivants :

### Plaidoyer et conseil en matière de politiques de développement

L'Équipe-Pays renforcera cette fonction principale dans des domaines prioritaires (tels que la santé maternelle, la lutte contre la corruption, le cacao durable, les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur, l'émergence de champions nationaux y compris dans l'industrie pharmaceutique, le financement du secteur de la santé, la lutte contre les violences basées sur le genre).

### Données et statistiques

Il s'agira de valoriser et d'apporter un appui à la diffusion des données de l'Enquête Démographique et Santé et du Recensement Général de l'Habitat et de la Population et de fournir un appui coordonné au renforcement du dispositif national de statistique, en vue de la collecte et l'analyse de données désagrégées. Cela permettra de renforcer une approche territoriale des politiques publiques qui cible les personnes les plus éloignées et laissées pour compte.

### Mise en œuvre des ODD

L'Équipe-Pays apportera un appui technique et financier au Gouvernement dans la mise en œuvre du PS-Gouv2, la conduite du processus du Cadre National Intégré de Financement, l'élaboration de son second Rapport National Volontaire sur les ODD et l'actualisation des statistiques liées aux ODD. Les différentes consultations régionales et nationales prévues dans le cadre du VNR permettront de collecter les données pour un renforcement du processus de localisation des ODD.

### Initiative inter-agence Nord-Est

Pour appuyer le Gouvernement dans sa réponse aux défis humanitaires, sécuritaires et de développement auxquels les régions du Bounkani et du Tchologo font face, un programme visant à renforcer la résilience des communautés et les services sociaux de base, sera formulé sur la base des avantages comparatifs du SNUD et mis en œuvre en 2022. Le SNUD entend également mobiliser les partenaires techniques et financiers pour accompagner cette initiative conjointe.

### Cohésion sociale

Le renforcement de la cohésion demeure une priorité pour l'Équipe-Pays. En collaboration avec les autorités nationales, une initiative de partage d'expériences sur les initiatives de cohésion sociale sera organisée afin de permettre de définir un plan d'action national.



### Approches régionales

L'Équipe-Pays poursuivra la mise en œuvre des 2 projets transfrontaliers : Gestion participative des ressources naturelles (FAO, OIM, PNUE) et Gouvernance transfrontalière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (UNICEF, PNUD). L'Équipe-Pays pourra envisager une duplication du programme de résilience dans la zone frontalière Côte d'Ivoire-Mali, dans le but de prévenir l'extrémisme et de renforcer l'accès des populations aux services sociaux de base. Aussi, les interactions seront renforcées entre l'Équipe-Pays de Côte d'Ivoire et celles des pays voisins dans le but de dynamiser le travail conjoint, le partage de connaissances et de bonnes pratiques.

### Partenariat stratégique et financement

Le renforcement du partenariat avec les institutions financières internationales, le secteur privé s'avère important pour catalyser certains financements publics et privés. Dans cette optique, des dialogues

approfondis « deep dive » avec la Banque Mondiale, la BAD, l'Union Européenne seront organisées. Les opportunités de financement à travers les fonds verticaux seront davantage explorées comme levier pour renforcer les initiatives conjointes. L'établissement de nouveaux partenariats sera également essentiel pour s'attaquer de manière transformatrice aux questions de vulnérabilités.

### Gestion opérationnelle

Dans le but de faire progresser l'harmonisation des pratiques opérationnelles, d'améliorer l'efficacité et réduire les coûts, l'Équipe-Pays concentrera ses efforts dans la mutualisation des services conjoints, l'agrandissement des Bureaux Communs de Terrain existants à Korhogo et à Man et l'ouverture de nouveaux Bureaux Communs de Terrain dans les régions du Centre et du Nord-Est.



# Liste d'acronymes

<b>AEN</b>	Actions Essentielles en Nutrition
<b>AFJCI</b>	Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CCDD</b>	Cadre de Coopération pour le Développement Durable
<b>CIAPOL</b>	Centre Ivoirien Anti-Pollution
<b>CITEF</b>	Comité Intersyndical pour la Transition vers l'Économie Formelle
<b>CNCA</b>	Comité National du Codex Alimentarius
<b>CNDH</b>	Conseil National des Droits de l'Homme
<b>CNLVFFE</b>	Comité National de Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes
<b>EHA</b>	Eau, Hygiène et Assainissement
<b>DRENA</b>	Directeur Régional du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FIDA</b>	Fond International de Développement Agricole
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>IFEF</b>	Institut de Formation et d'Éducation Féminine
<b>INFF</b>	Cadre de Financement National Intégré
<b>ISST</b>	Intersyndicale sur la Santé et la Sécurité au Travail
<b>OHCHR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONEG</b>	Observatoire National de l'Équité et du Genre
<b>ONU Femmes</b>	Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes

<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
<b>ONU-HABITAT</b>	Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
<b>ONUSIDA</b>	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/sida
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PNAAF</b>	Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux
<b>PNUAD</b>	Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
<b>PBF</b>	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
<b>PND</b>	Plan National de Développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PS-GOUV2</b>	Programme Social du Gouvernement -2ème phase
<b>PVVIH</b>	Personne vivant avec le VIH
<b>SNUD</b>	Système des Nations Unies pour le Développement
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation et la Science
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds International de Secours à l'Enfance des Nations Unies
<b>VBG</b>	Violence basée sur le Genre
<b>VIH/sida</b>	Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
<b>VNR</b>	Rapport National Volontaire

## CRÉDITS

Production: Julie Pudlowski Consulting  
Photographie: Mohamed Diabaté, Milequem Diarrassouba, Franck Dejongh, Gédéon Poda, Ezechiél Djereke

## CONTACTS

Abidjan, Plateau, Av. Marchand, Rue Gourgas  
<https://cotedivoire.un.org/fr>  
Twitter: @ONUCotedIvoire  
Facebook: @ONUCotedIvoire  
E-mail: [snud.ci@one.un.org](mailto:snud.ci@one.un.org)



**NATIONS UNIES**  
**CÔTE D'IVOIRE**

